

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre sur le même sujet. Le très hon. représentant peut-il dire à la Chambre si le gouvernement a l'intention de mettre en œuvre la recommandation d'un membre de l'Office des recherches sur les pêcheries selon laquelle le gouvernement devrait établir un seul organisme fédéral pour traiter des problèmes de la pollution d'un bout à l'autre du pays, ou si cet organisme fait maintenant partie du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social?

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, la création d'un organisme pour s'occuper de cette question dans son ensemble devrait être décidée par le gouvernement. A l'heure actuelle, les études portant sur la pollution de l'air sont effectuées par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Jusqu'à maintenant, nous avons fait du bon travail dans ce domaine. Nous avons discuté de la question avec les provinces et, comme je l'ai dit, si nous pouvons obtenir l'accord des provinces sur certaines normes, nous serons peut-être en mesure de présenter cette année un projet de loi.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question complémentaire, au ministre de la Justice cette fois.

Son ministère compte-t-il examiner le bien-fondé des allégations contenues dans le rapport de la Commission mixte internationale, porter éventuellement plainte contre les deux sociétés qui s'il faut en croire ces allégations, polluent la rivière St. Mary, et prendre toute autre mesure qui s'impose à la suite des révélations de cet important organisme international?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Oui, monsieur l'Orateur, nous examinons certainement la question. S'il y a lieu de porter plainte, il se pourrait que ce soit auprès du procureur général de la province.

[Français]

LES AÉROPORTS

QUÉBEC—L'EMPLACEMENT DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre des Transports. Peut-il nous dire s'il fera enquête sur les droits miniers que certains financiers possèdent actuellement dans le Grand-Nord du Québec qui, en plus d'être intéressés à voir le futur aéroport international construit sur la rive

[L'hon. M. Munro.]

nord du Saint-Laurent, pour mieux satisfaire leurs besoins, ont récemment défrayé le coût d'une étude effectuée par une certaine société, en collaboration avec cinq députés fédéraux, pour prouver que l'emplacement du futur aéroport international devrait être à Sainte-Scholastique, dans le comté de Deux-Montagnes.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député peut poser une question, mais il ne peut prononcer un discours.

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je voudrais seulement savoir si l'honorable ministre des Transports a l'intention de faire enquête afin de découvrir la relation entre la possession de droits miniers et l'étude actuellement en cours, dont le but est de prouver que Sainte-Scholastique devrait être le site du futur aéroport international.

M. André Fortin (Lotbinière): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

Sans vouloir porter préjudice à votre intervention ou en juger, je pense que la question que vous avez laissée sans réponse est recevable et, à mon avis, le ministre des Transports serait en mesure d'y répondre. Nous attendons donc une réponse de lui.

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Traduction]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES MESURES PROPOSÉES À L'OACI CONCERNANT LE BRAQUAGE D'AVIONS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Au début de la session, quelqu'un a demandé au ministre ce que le gouvernement comptait faire pour empêcher les avions d'être braqués. Le ministre a répondu à cette époque que la question était à l'étude. Le ministre voudrait-il nous dire maintenant quelles sont les mesures préventives proposées par le Canada à la réunion de l'OACI qui se tient présentement à Montréal, concernant le braquage des avions?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Force m'est de prendre note de la question. Je ne saurais dire avec certitude s'il y a eu ou non des propositions officielles à ce sujet. Tout ce que je puis dire, c'est que la question ne cesse de nous préoccuper, vu les nombreux braquages qui se sont produits ces derniers mois.